

Service Risques, Energie, Déchets  
Pôle Risques Technologiques ICPE  
Saint-Phy  
BP 54  
97102 Basse-Terre Cedex

Basse-Terre, le 07 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RHUM DAMOISEAU**

Section Bellevue  
97160 Le Moule

Références : RED-PRT-IC-2026- 126b  
Code AIOT : 0022100088

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement RHUM DAMOISEAU implanté LD DISTILLERIE BELLEVUE 97160 Le Moule. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHUM DAMOISEAU
- LD DISTILLERIE BELLEVUE 97160 Le Moule
- Code AIOT : 0022100088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie DAMOISEAU est autorisée, au titre de la réglementation ICPE, par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003, à produire et stocker du rhum agricole.

Dans le cadre de la fabrication du rhum, la distillerie exploite une chaudière ainsi qu'une installation de compostage de vinasse et de bagasses. Elle est également autorisée via un plan d'épandage à épandre, sur ses propriétés agricoles, des cendres et des condensats issus de l'unité de concentration des vinasses.

Il est à noter que l'exploitation fonctionne sans responsable technique depuis plus d'un an.

Le 12 mars 2020, l'inspection des installations classées a reçu une plainte de riverains concernant des troubles environnementaux. Des inspections ont été diligentées les 30 juin 2020 et 02 juillet 2020. A la suite de ces visites, un arrêté de mise en demeure a été signé le 16 septembre 2020 au regard des non-conformités relevées, notamment en matière de gestion du compost et du stockage des vinasses.

Le 10 mai 2021 l'inspection des installations classées a procédé à une nouvelle visite du site afin de vérifier le respect des dispositions de la mise en demeure. Lors de cette inspection, aucune avancé notable n'a été constatée. En conséquence conformément aux dispositions du Code de l'environnement, une proposition d'arrêté d'astreinte administrative journalière a été établie mais n'a pas été notifiée à l'exploitant.

Le 19 juillet 2023, une nouvelle inspection a été réalisée. Il en est ressorti que la mise en demeure du 16 septembre 2020 n'était toujours pas entièrement traitée, notamment en ce qui concerne la gestion du compost. Lors de cette visite, l'exploitant s'était engagé à transmettre rapidement les documents attendus sur ce sujet. Au regard du contexte, l'administration a été décidé de simplement maintenir l'arrêté de mise en demeure du 19 juillet 2023.

Par ailleurs, lors de cette visite, l'inspection a constaté de nouvelles non-conformités (détection et moyens incendie, risque foudre, stockage compost). Un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 08 novembre 2023 pour ces sujets.

L'inspection du 25 avril 2024 a mis en évidence que l'exploitation n'était toujours pas conforme à son autorisation et que les mises en demeure du 16 septembre 2020 concernant l'homologation du compost, et du 08 novembre 2023 n'ont pas été respectées dans leur totalité. En outre, de nouveaux écarts ont été constatés.

Dès lors, les arrêtés préfectoraux suivants ont été établis et n'ont toujours pas été levés :

- une consignation de somme de 563 900 € correspondant au montant estimé des travaux à engager pour respecter les prescriptions des mises en demeures précédemment citées, en date du 30 août 2024,
- une astreinte administrative journalière de 50 € jusqu'à transmission d'un cas par cas à l'autorité environnementale en date du 30 août 2024,
- et une nouvelle mise en demeure en date du 12 septembre 2024.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/08/2025 a également été notifié à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26/06/2025.

La présente visite d'inspection a pour objectif de vérifier les suites apportées par l'exploitant pour mettre son installation en conformité, dans un contexte où la distillerie DAMOISEAU a déposé une demande d'aide fiscale à l'investissement en vue d'étendre son activité. .

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Suite de la visite d'inspection du 26 juin 2025

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Condition de stockage                                | Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 33.5 | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 2  | Utilisation du compost                               | AP de Mise en Demeure du 16/09/2019, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 4  | Détection incendie                                   | AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 5  | Moyen de secours                                     | AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 6  | Protection contre la foudre                          | AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 6 mois                |
| 7  | Modification du site / régularisation administrative | AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 4 mois                |
| 8  | Limitation des prélèvements en eau                   | AP de Mise en Demeure du 12/09/2024, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 4 mois                |
| 10 | Identification des zones à risque                    | AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 4 mois                |
| 11 | Consignes d'exploitation                             | AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1 | Demande d'action corrective                                                                                         | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire           | Autre information |
|----|-------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 3  | Surveillance des  | Arrêté Préfectoral du 30/01/2003, | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information                           |
|----|-------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------|
|    | déchets           | article 26                                     |                                             |
| 9  | Plan des réseaux  | AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1 | Arrêté de mise en demeure levé sur ce point |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la persistance de plusieurs non-conformités, certaines faisant déjà l'objet de mises en demeure antérieures. La gestion du compost reste insuffisamment conforme, avec des volumes non homologués encore présents sur site et des conditions de stockage dépassant les limites autorisées.

Concernant la prévention des risques accidentels, les dispositifs de détection et de défense incendie ne sont pas encore pleinement déployés. Les travaux sont en cours mais s'étaleront à priori jusqu'en 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Condition de stockage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 33.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compostage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3m sauf exception dûment justifiée et après accord de l'inspection des installations classées.<br><br>La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à 1 an.                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection la durée d'entreposage des composts mais indique que les composts sont évacués au fur et à mesure.<br>La hauteur des andains n'a pas pu être clairement estimée.<br>Il est rappelé à l'exploitant de continuer à procéder à l'évacuation de l'ensemble des composts entreposés depuis plus d'un an vers une filière autorisée.<br><br>La mise en demeure reste maintenue. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit se conformer aux prescriptions de la mise en demeure du 8 novembre 2023 et doit procéder à l'évacuation de l'ensemble des composts entreposés depuis plus d'un an vers une filière autorisée en mettant à la disposition de l'inspection les justificatifs nécessaires.                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                      |

**N° 2 : Utilisation du compost**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/09/2019, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compostage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 33.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2003 : A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, de distribution, ou d'avoir un compost conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit traiter ces composts conformément au titre V de son arrêté d'autorisation</p>                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection avoir évacué près de 80 % du volume de compost qui était entreposé sur les parcelles adjacentes depuis la dernière visite d'inspection. Ce compost est non homologué.</p> <p>Il est rappelé que, sans homologation, ces matières sont considérées comme des déchets. En l'absence de la filière initialement prévue, ces déchets doivent impérativement être évacués vers des installations de traitement dûment autorisées comme les ISDND.</p> <p>Au regard des avancées constatées, la mise en demeure reste maintenue.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit impérativement procéder à l'évacuation de l'ensemble des composts non homologués vers une filière réglementée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 3 : Surveillance des déchets**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2003, article 26 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- codification selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 11 novembre 1997</li> <li>- type et quantité de déchets produits</li> <li>- opération ayant généré chaque déchet</li> <li>- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets</li> <li>- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets</li> <li>- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation</li> <li>- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place courant 2025 un registre des déchets contenant les informations prescrites à l'article 26 de l'arrêté du 30/01/2003.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 4 : Détection incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Détection incendie : Article 27.7 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003</p> <p style="text-align: center;">Des détecteurs d'atmosphère inflammables ou explosifs et d'incendie sont répartis dans l'usine. ils couvriront à minima les zones de stockages d'alcool de bouche (chais et stockages intermédiaires), ils feront l'objet d'un plan d'implantation remis à l'inspection des installations classées un mois à notification du présent arrêté.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection un mémoire technique et proposition financière - protection incendie et explosion (révision 4 du 21 janvier 2026) de la société DESAUTEL SAS avec le contrat de fournitures prestations protection incendie, signé les 26/02/2026 (Rhum Damoiseau) et 02/03/2026 (société DESAUTEL).</p> <p>En l'absence de système de détection opérationnel, notamment durant les périodes d'activité du site, l'exploitant doit mettre en œuvre une organisation adaptée ainsi que des moyens temporaires permettant d'assurer une défense incendie efficace jusqu'à la finalisation des travaux.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux au plus tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027.</p> <p>Au regard de l'état d'avancement du projet et de l'absence de dispositif complet à ce jour, la mise en demeure reste maintenue pour cette non-conformité.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Compte tenu des délais annoncés pour la mise en place des dispositifs de détection et des autres moyens de secours, l'exploitant doit justifier de la maîtrise du risque incendie sur son site par la mise en œuvre de moyens complémentaires (matériels et humains) ou d'une organisation spécifique adaptée aux conditions actuelles de fonctionnement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 5 : Moyen de secours

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Moyens de secours incendie: Article 28.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003<br><br>Article 28.2 précité:<br><div style="margin-left: 40px;"> A fin de garantir l'intervention des services d'incendie et de secours l'exploitant mettra à dispositions de ces dits services: <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Une réserve d'eau d'extinction d'une capacité d'au moins 937 m<sup>3</sup></li> <li>⇒ Des moyens de pompage d'une capacité au moins égale à 600 m<sup>3</sup>/h alimenté en toute circonstance.</li> <li>⇒ La mise à disposition de cette eau au travers de cinq poteaux normalisé d'un débit de 90 m<sup>3</sup>/h réparti suivant le plan annexé à la demande d'autorisation.</li> </ul> </div> |
| <b>Constats :</b><br><br>C.f point n° 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Compte tenu des délais annoncés pour la mise en place des dispositifs de détection et des autres moyens de secours, l'exploitant doit justifier de la maîtrise du risque incendie sur son site par la mise en œuvre de moyens complémentaires (matériels et humains) ou d'une organisation spécifique adaptée aux conditions actuelles de fonctionnement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 6 : Protection contre la foudre

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1 |
|---------------------------------------------------------------------------------|



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Suivi risque foudre : Article 28.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003<br><br><p style="text-align: center;"><b>28.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 33.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégées ou avoisinantes susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.</b></p> |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique foudre (ETF), toutes deux datées du 25 mars 2025. Il a également présenté à l'inspection un devis (n° 2025_EESGP_JT_D859115 – révision B), établi par la société EIFFAGE et daté du 21 novembre 2025, relatif à la réalisation des travaux de mise en conformité, signé "bon pour accord" le même jour par la société Rhum Damoiseau.<br><br>L'exploitant n'a pas pu fournir un planning prévisionnel d'exécution des travaux mais déclare à l'inspection que les travaux seront réalisés avant la fin de l'année 2026.<br><br>La consignation peut être levée (3 900 €) mais l'arrêté préfectoral de mise en demeure reste, l'exploitant n'ayant pas réalisé les travaux.                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 7 : Modification du site / régularisation administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/11/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification ICPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Régularisation administrative du site: Article 30.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003 :<br><br><p style="text-align: center;"><b>Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :</b></p> <p style="text-align: center;"> - du Préfet<br/> - du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours<br/> - du SIDPC<br/> - de l'Inspection des installations classées </p> |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel en date du 4 février 2025, l'exploitant a transmis un document synthétisant les modifications projetées du site et s'est engagé à déposer un dossier d'autorisation d'ici le mois de                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| juillet 2026 sous réserve de l'acceptation de la Mairie de Le Moule de permettre la modification du PLU pour la parcelle située en zone agricole.                                                                                                 |
| Les prescriptions de la mise en demeure restent non respectées. En conséquence, celle-ci est maintenue. Par contre au regard des éléments transmis par l'exploitant, il n'est pas proposé de liquidation partielle de l'astreinte administrative. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 8 : Limitation des prélèvements en eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/09/2024, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Limitation prélèvements en eau: Article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003<br><br><b>L'eau utilisée dans l'établissement provient :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du réseau public de distribution d'eau potable de la commune du Moule pour les besoins domestiques (0,3 m<sup>3</sup> jour en moyenne) ;</li> <li>- du forage présent sur la propriété Damoiseau (débit maximum 100 m<sup>3</sup>/jour 15 m<sup>3</sup>/heure) en période de production;</li> <li>- du réseau d'irrigation de la Grande-Terre (débit maximum 65 m<sup>3</sup>/jour) en période de production;</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courriel en date du 4 février 2025, l'exploitant a transmis une demande de modification de ses seuils de prélèvement. l'administration lui a répondu, par courrier en date du 11 avril 2025, que ces éléments devront être intégrés à la future demande d'autorisation d'exploiter. Cette démarche vise à permettre une instruction globale de l'ensemble des impacts liés aux modifications actuelles et envisagées.<br>Dans l'attente du dépôt et de l'instruction de ce dossier (voir point n°7), la mise en demeure reste maintenue.                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 9 : Plan des réseaux

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux                          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan des réseaux : Article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003</p> <p style="text-align: center;"><b>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</b></p>                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection menée en 2024, il avait été constaté la présence d'une canalisation située en pied de bassin d'aération, semblant se diriger vers la ravine Damoiseau. La DEAL avait alors demandé à l'exploitant de procéder à son obstruction, afin de prévenir tout risque de rejet non maîtrisé.</p> <p>Lors de l'inspection du jour, cette canalisation était toujours visible et n'avait toujours pas été obstruée. Par contre par courriel du 20 mars 2026, l'exploitant a transmis une photo montrant que la canalisation était dorénavant bouchée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Arrêté de mise en demeure levé sur ce point</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 10 : Identification des zones à risque**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risque</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Identification des zones à risques : Article 48 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le devis n°547712 du 24/02/2026 pour la mise en place sur le site d'une signalétique des zonages ATEX</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'étude ATEX est en cours de mise à jour par la société APAVE, une version provisoire a été présentée à l'inspection, l'exploitant déclare que l'étude sera finalisée au plus tard à l'Eté 2026. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                            |

**N° 11 : Consignes d'exploitation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/08/2025, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Consignes d'exploitation : Article 59 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]. Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :[...] l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, suite à l'inspection du 26/06/2025, trois consignes d'exploitation : Broyage, Chaudière et distillation. Ces consignes doivent être complétées elles ne précisent autant que besoin l'obligation du « permis d'intervention ».</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté l'affichage des consignes précitées dans les lieux fréquentés par le personnel. Toutefois, par courriel du 20 mars 2026, l'exploitant a transmis des photos justifiant la mise en place effective d'un affichage des consignes et procédures</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |